



ESSAI D'ANALYSE DU MARCHÉ DE TRAVAIL DANS LES ECONOMIES LOCALES AFRICAINES : CAS DE LA VILLE DE BUTEMBO (Nord-Kivu, République Democratique du Congo)

Eugénie KAVUGHO MASTAKI* et Joseph KATEMBO NGOANGE**

Résumé

Le marché du travail est complexe à cause de l'hétérogénéité des activités entreprises par la population active dont la majorité est orientée vers les emplois non salariés liés à l'initiative individuelle. Le travail structuré par lequel l'employeur est rémunéré selon les normes du travail est rare. La plupart d'offres de travail sont soumises à plusieurs contraintes pour y accéder. L'insuffisance ou l'inadaptation de la formation appropriée, l'opacité c'est-à-dire le non-circulation de l'information etc... sont parmi des facteurs qui empêchent aux offres de travail de localiser la demande en travail pour laquelle les préférences des demandeurs sont souvent basées sur des critères subjectifs. Au lieu de privilégier la formation et la compétence, les considérations familiales, amicales, tribales... sont très déterminantes dans le recrutement du personnel. C'est ainsi que pendant cette période caractérisée par le désordre lié à la guerre, des effectifs de travailleurs ont été croissants au fil du temps dans le secteur public alors que le besoin en personnel n'était pas ressenti.

Par contre, le secteur privé a connu une baisse progressive suite aux pillages, vols, ... ayant entraîné certaines entreprises commerciales en faillite.

Certaines particularités caractérisent le cas de la femme, surtout quand elle est au foyer. Ses considérations socio-culturelles la rendent vulnérable. A part les différentes tâches domestiques non rémunérées, elle est surchargée par des emplois lucratifs qui sont dans la plupart de cas du secteur informel.

Ainsi, les autorités publiques ont à initier et à faire respecter une politique nationale et sectorielle d'emplois. Ils ont à soutenir les emplois existants et les créer de plus en plus en les adaptant à l'accroissement de la population active. Les employeurs devront bien gérer leurs entreprises. Dans le souci de garantir la sécurité d'emplois, ils ont à rationaliser leur système de recrutement. Concernant la femme, une prime d'allocation familiale serait réservée en récompense de ses activités domestiques qui ont un impact considérable sur la productivité de tous les membres du ménage.

Summary

The work market is complex because of the heterogeneity of activities dealt with by the active population whose majority is oriented towards the non-remunerated jobs linked to the employer is remunerated according to the norms of the work is rare. Most of work offers are submitted to several constraints to accede it. The insufficiency or the non-adaptation of the appropriate training, the opacity, i.e, the non-circulation of the information etc. are among the factors that do not allow the work offers to local the demand for work for which the preferences of the applicants are often based on the subjective criteria. In stead of privileging the training and competence; familial, friendly and tribal considerations...are very determinant in the recruitment of the personnel. This is why during this period characterised by disorder linked to war, the number of workers have been in personnel was not felt.

* Eugénie Kavugho Mastaki est assistante à la Faculté des Sciences Economiques, Université Catholique du Graben.

** Joseph Katembo Ngoange est licencié en Sciences Economiques, Université Catholique du Graben.

But the private sector has got a progressive falling due to looting, robbery, etc. which brought some commercial enterprises to collapse.

Certain particularities characterise the case of the woman, especially when she is at home. Her socio-cultural considerations make her vulnerable.

A part from the different non-remunerated domestic tasks, she is busy with profit-employs that are in most of the case in informal sector.

Thus, the public authorities have to initiate and make respect of the national policy and sectorial employ. They have to sustain the existing employs and create more in adapting them to the increasing of the active population. The employers should manage their enterprises. In order to guarantee the employ security, they have to rationalize their system of recruitment

As far as the woman is concerned, a familial gratification should be reserved to reward her of domestic activities that have a considerable impact on the productivity of all the members of the household.

INTRODUCTION

Du point de vue économique, le travail peut être défini comme étant une activité humaine appliquée à la création d'utilité. Sous la forme la plus générale, il s'agit d'une transformation de la matière ou de la mise d'un service à la disposition des autres.

L'aspect « coût » du travail suppose une dépense d'énergie musculaire ou nerveuse. Aussi, convient-il de souligner l'existence d'une contrainte : elle est la condition la plus importante de la fatigue et qualifie la situation de celui qui est tenu d'abandonner une partie de son indépendance, d'aliéner sa disponibilité et de se placer le plus souvent dans un rapport de subordination à autrui.

C'est pourquoi, parmi les principales préoccupations des économistes sur le travail, l'on retrouve sa rémunération (qui est le salaire) et le nombre d'heures prestées qui correspondent au sacrifice accepté en renonçant au loisir. C'est ainsi que cet article analyse la structure générale du marché du travail, son organisation, son fonctionnement et l'efficacité des interventions du pouvoir public dans la ville de Butembo.

Il analyse également les interactions entre les différents éléments qui influent sur la détermination des prix du travail.

I. Structure générale du marché du travail

Trois structures des marchés sont observées dans les pays en voie de développement. Il s'agit d'un secteur urbain structuré, d'un secteur urbain non structuré et des emplois ruraux. Le premier secteur est celui où pratiquement tout le monde voudrait travailler si cela était possible. Il comprend l'administration et les grandes entreprises. Aux côtés des grandes entreprises de ce secteur, ou plus probablement dans les ruelles, on retrouve des entreprises plus petites du secteur urbain non structuré et le travail informel. Ce secteur fournit une incroyable quantité d'emplois à bas salaire, ainsi qu'une gamme utile de biens et de services. Enfin, les emplois ruraux sont les diverses activités réalisées dans les rues et sur toutes les voies publiques, comme la vente d'arachides, des journaux, le transport

au dos moyennant rémunération, toutes les activités agricoles dont le volume d'activités est minime¹.

En ville de Butembo, les activités économiques sont très hétérogènes. En les regroupant selon le niveau de salaire et les conditions de travail, l'on appréhende les principales catégories presque analogues à celles évoquées par M.Gillis.

Suite à la crise institutionnelle qui caractérise l'économie du milieu (absence ou insuffisance des données enregistrées au sein des institutions qui seraient concernées), un échantillon a été tiré et analysé pour accéder à l'information. La ville de Butembo étant répartie en quatre communes, dix ménages ont été sélectionnés par commune, ce qui a donné une taille totale de l'échantillon de 40 ménages. L'interview avec les membres de ces ménages nous a renseigné sur les travaux lucratifs réalisés, les revenus gagnés, les chômeurs, etc. Ces éléments sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU N° 1 : Résultat de l'enquête

N° du ménage	Composition du ménage	Effectif des travailleurs par ménage						Revenu moyen Par travailleur Par mois	Heure de travail par jour, par travail	Nbre de pers en quête d'emploi	
		Travail salarié			Travail non salarié					H	F
		H	F	Total	H	F	Total				
1	8	-	-	-	1	-	1	560	7	-	-
2	7	1	-	1	-	1	1	70	10	-	-
3	6	1	-	1	1	2	3	45	10	-	-
4	11	-	-	-	1	1	2	30	11	2	-
5	10	-	-	-	2	-	2	80	10	1	1
6	9	-	-	-	-	1	1	60	10	-	1
7	9	1	-	1	-	1	1	45	10	-	-
8	6	-	1	1	1	-	1	100	6	-	-
9	12	-	-	-	2	2	4	85	7	2	-
10	11	-	-	-	2	1	3	10	10	1	-
11	9	-	-	-	1	1	2	30	9	-	-
12	6	1	-	1	-	-	-	230	7	1	-
13	10	-	1	1	2	-	2	45	10	-	2
14	13	-	-	-	1	1	2	70	7	-	2
15	8	-	-	-	1	-	1	95	9	1	-
16	5	1	-	1	-	1	1	185	6	-	-
17	7	1	-	1	-	2	2	100	7	1	-
18	6	-	-	-	1	-	1	40	10	-	-
19	4	-	-	-	1	1	2	70	7	-	-
20	11	1	-	1	1	-	1	50	10	2	1
21	2	-	-	-	-	2	2	65	11	-	-
22	10	1	1	2	-	-	-	70	8	1	1

¹ M.GILLIS et alii, *Economie de développement*, De Boeck et Larcier s.a., Paris, 1988, p. 287.

23	3	-	-	-	1	1	2	80	10	-	-
24	6	-	-	-	1	1	2	65	9	-	-
25	10	-	1	1	1	-	1	45	7	2	1
26	11	-	-	-	-	2	2	30	11	-	-
27	7	-	-	-	1	-	1	430	6	-	-
28	4	-	-	-	1	1	2	45	10	-	-
29	3	-	-	-	1	1	2	60	13	-	-
30	6	1	-	1	-	-	-	75	11	-	-
31	8	-	-	-	1	-	1	300	7	2	-
32	11	2	-	2	-	-	-	100	6	1	-
33	6	1	-	1	1	-	1	105	7	-	-
34	10	-	-	-	1	1	2	62	10	-	-
35	8	-	-	-	1	1	2	105	8	-	-
36	7	1	-	1	-	-	-	70	7	-	-
37	9	-	-	-	1	-	1	60	10	2	-
38	6	1	-	1	-	-	-	20	12	-	-
39	4	-	-	-	1	2	3	30	10	-	-
40	11	-	-	-	1	1	2	10	11	2	1
Total	302	14	4	18	31	28	59	-	-	21	10

Source : Nos propres enquêtes du mois de mars 2005, en ville de Butembo.

Sur base de ce résultat, les 40 ménages sont constitués de 302 personnes dont moins de la moitié a un travail lucratif (salaré ou non salaré), soit 25,5 %. Le reste est constitué de quelques personnes en quete d'emploi (31 personnes, soit 10,3 %) ; des enfants ; des élèves, étudiants, ...

La répartition des travailleurs par emplois non salaré et salaré est déséquilibrée. Le travail salaré est rare en ville de Butembo. En fait 76,6 % (soit 59 travailleurs sur 77) effectuent des emplois non salariés contre 3 (soit 18 sur 77) qui occupent un emploi salaré. Ces quelques salariés sont plus concentrés dans l'enseignement, les soins infirmiers, des métiers dont la rémunération est en jeu.

Le marché structuré d'emplois est restreint, ce qui explique la difficulté d'y accéder. Aussi, les exigences de ce marché écartent une bonne partie de la population dont la majorité n'a pas de compétence appropriée. Surtout l'insuffisance ou l'absence d'une formation scientifique adaptée l'explique. Nombreux n'ont pas étudié pour des multiples raisons : Manque de frais et fournitures scolaires, absence ou insuffisance des Institutions scolaires dans le temps, manque de considération des études, etc. La difficulté d'accès à certains services du secteur public, comme la SONAS, les services des Contributions, l'OFIDA, l'OCC, la REGIDESO, etc. est lié au régime politique centralisant toutes les décisions. Pour embaucher les travailleurs, la décision est prise à la capitale. Ceci est en défaveur des offreurs du travail se retrouvant au centre du pays, vu le coût lié au déplacement d'une ville à une autre.

Pour travailler, la population de Butembo s'est orientée vers les emplois non salariés qui sont liés à l'initiative de l'entrepreneur.

Si l'on se convient d'estimer la population de Butembo par le résultat de l'enquête, c'est-à-dire que notre échantillon représente suffisamment cette population, il y a lieu de donner une idée sur la population active de ce milieu, certainement avec des limites.

La composition totale des ménages (302 personnes) ne comprend que 77 personnes qui travaillent. En définissant la population active comme l'ensemble de personnes adultes exerçant une activité lucrative, il y a lieu de dire que la population active représente 25,5 % de la population totale (soit 77 sur 302), sous réserve d'écarts liés à l'échantillonnage. D'où 75 % est constitué de personnes non actives dont 10 % (soit 31 sur 302) sont en quête d'emploi. Il s'agit de ceux qu'il convient de qualifier de chômeurs. « *Un chômeur est, selon F. SELLIER et A. TIANO¹, toute personne adulte en quête du travail* ».

Plus de la moitié de ces personnes en quête du travail sont des jeunes diplômés d'écoles secondaires, qui sont prêts à offrir leur travail sans préalables en ce qui concerne le niveau de rémunération et les heures de travail.

D'où l'existence d'un chômage involontaire en ville de Butembo et ce dans la plupart des cas. Quelques individus représentant 10 % des chômeurs (précisément 3) ont affiché un chômage volontaire. Ils ne veulent pas offrir leur travail à moindre rémunération, surtout aux travaux qu'ils qualifient « de bassesse », les travaux du secteur non structuré et des emplois ruraux.

L'importance des hommes par rapport aux femmes en chômage peut partiellement être expliquée par le fait que les femmes s'adonnent facilement au travail non salarié du secteur informel, elles sont facilement orientées vers les emplois ruraux, pour des raisons multiples qui seront évoquées dans l'un des points de cet article dans la partie appropriée à la femme pour qui l'accès au marché du travail reste complexe.

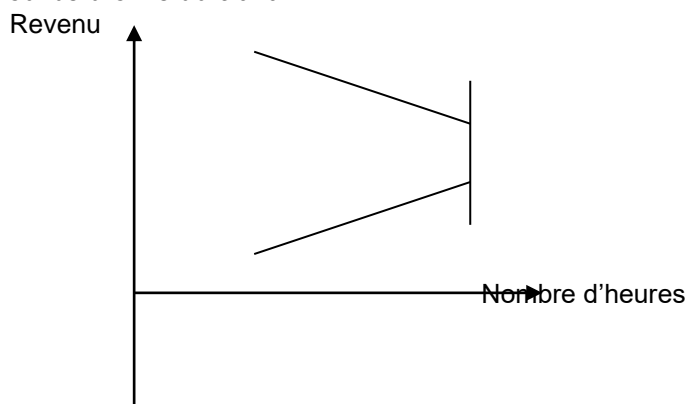
Cette notion sur la population active, bien qu'incomplète, permet de mesurer l'offre en travailleur. Si l'on tient compte de la durée du travail on obtient une expression de l'offre du travail.

- **Fonction d'offre du travail**

Quelquefois la courbe d'offre du travail se présente sous trois phases, représentées par ce graphique.

¹ F.SELLIER et A. TIANO, *Economie de travail*, P.U.F., Paris ; 1970, p. 270.

Graphique n° 1 : Courbe d'offre du travail¹



Il est question, dans les lignes qui suivent d'établir le lien existant entre le revenu mensuel tiré du travail et le nombre d'heures prestées par mois. De même, l'on fera allusion aux facteurs déterminant l'offre de travail.

La précision à faire est que, les heures prestées ont été déclarées par chaque travailleur, selon son type d'emploi. Le calcul a été établi en fonction de l'heure du début des activités et de la fermeture. En cas de cumule d'activités (lors du pluri-activisme), les heures étaient cumulées. C'est le cas de ceux qui ont un travail salarié et qui réalisent le travail indépendant après service (surtout au-delà de 15 heures).

L'établissement de la fonction d'offre du travail a exigé la mise au point des hypothèses suivantes :

1. Nous considérons que le travail diurne part de 8 heures à 20 heures, au-delà de ces heures, l'individu réalise un travail nocturne.
2. Les revenus et les heures du travail sont additionnées en cas du pluriactivisme.
3. L'ambiguïté liée au calcul du nombre d'heures, des revenus et à la régularité de l'activité agricole a fait que cet activité soit exclue de l'analyse.

D'où en partant du tableau n°1, nous tenterons d'analyser le lien susceptible d'exister entre les revenus perçus et les heures de travail réalisées par la population active. L'outil approprié à cette fin est la droite de corrélation dont l'équation est $Y = aX + b$

Dans le cas bien précis de notre étude, X correspond à la variable indépendante (le nombre d'heures) et Y aux différents niveaux de revenus mensuels.

¹ ALEX JACQUEMIN et HENRY TULQKENS : *Fondements d'Economie Politique*, édition LA RENNAISSANCE du Livre, Bruxelles, 1978, p. 66.

D'où, en élaborant la droite de corrélation :

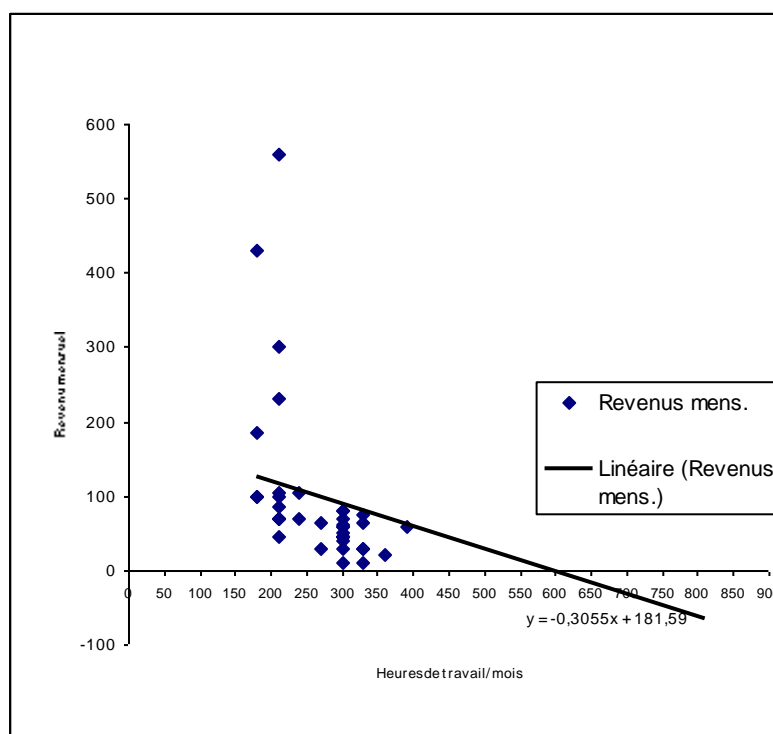
$$Y = aX + b.$$

L'on aboutit à la droite d'équation

$$y = - 0,3055 x + 181,5$$

Graphiquement cette droite est présentée comme suit :

Graphique n°2 : Fonction d'offre de travail



Interprétation :

A la lumière de ce graphique, nous constatons qu'il existe un lien inverse entre les revenus gagnés mensuellement et les nombres d'heures prestées. S'il faut se référer à la courbe exceptionnelle d'offre de travail évoqué, ce cas se situerait au niveau de la 3^{ème} phase du graphique n°1.

Précisons que l'interprétation de ce graphique nécessite une attention particulière. En fait, en abscisse sont indiquées les heures de travail. Il faut noter que « les heures de travail » correspondent aux « heures de non loisirs ». D'où l'abscisse comprend deux variables complémentaires très importantes, dans l'explication du sens économique de cette fonction.

Tous les points situés à droite de l'intersection entre la droite tracée et l'axe des abscisses, point (594, 0) n'ont qu'un sens purement mathématique. Ils ne représentent rien au sens économique car un revenu négatif n'est pas explicable.

En plus, sous nos hypothèses de départ limitant le travail diurne entre 8 h et 20 h =12 h, soit par mois $12 \times 26 = 312$ heures par mois), tous les points compris entre 312 et 594 sur l'axe des abscisses expriment le travail nocturne (au delà de 20 h).

Cette courbe d'offre du travail exprimée en fonction d'heures de travail est paradoxale. L'on penserait que plus les heures de travail augmentent, plus le niveau de revenu diminue, ce qui paraît absurde au sens économique. Pourtant c'est ce que révèle la réalité du marché du travail de Butembo.

En effet, ce marché présente des particularités à tel point que le niveau de revenu expliquerait la quantité d'heures prestées par individu, contrairement à ce qui est présenté dans les modèles courants où la variable indépendante est le nombre d'heures.

En fait, en ville de Butembo, les « gagne peu » ont tendance à travailler beaucoup pour survivre. La plus part de ceux qui estiment leur salaire insuffisant, exercent d'autres activités après leur service habituel. Ils possèdent des PME qui sont actives aux heures vespérales (souvent de 16 heures à 20 heures), comme les alimentations, alors que ceux qui travaillent dans des entreprises structurées, après le service ils s'en donnent au loisir ou au repos.

Les cas de travaux nocturnes (au-delà de 20 heures sous nos hypothèses), comme les travaux dans des buvettes, des restaurants dont les activités débordent jusqu'à 20 heures ont été repérés.

Le cas de la femme travailleuse est plus remarquable. En fait, sans rémunération, ses tâches domestiques surchargent son horaire.

Avant et après le service, elle est plongée dans ces activités non lucratives. Ce qui fait que dans la plus part de temps, elle est occupée toute la journée sans repos, parfois même au-delà de 20 heures, selon nos enquêtes. Ce qui explique suffisamment l'existence des points compris entre 360 heures et 594 heures sur l'axe des abscisses du graphique n° 2

En bref, en ville de Butembo, ceux qui offrent un travail suffisamment rémunéré ont droit au loisir et au repos, ce qui n'est pas le cas des employeurs dans le secteur non structuré et les emplois ruraux qui sont majoritaires, y compris également la femme.

L'offre du travail dont nous venons d'analyser la courbe représentative, dépend d'autres facteurs qui la déterminent.

- **Les déterminants de l'offre du travail**

D'une manière générale, « l'offre du travail est tributaire du taux de salaire horaire et des heures prestées ».

En approfondissant cette idée, JACQUEMIN et HENHY TUCKENS ont constaté que dans une société libre, le travail presté émane de la libre initiative des personnes qui composent le ménage. Ainsi, l'analyse de l'offre du travail

relève de la théorie des choix individuels. La décision individuelle de travailler réside dans le revenu qu'on en retire, l'alternative étant de consacrer ce même temps à des activités qui n'en apportent pas et qui sont appelées « loisirs ».

Mis à part ces deux principaux facteurs, en ville de Butembo, l'offre de travail est largement déterminée par les éléments suivants :

- Les conditions préalables à remplir par l'offreur du travail : dans la plupart de cas, ceux qui comptent postuler à un travail donné sont limités par des multiples contraintes liées à leurs capacités (formation en Informatique, langue étrangère, Internet, ...), alors que ces éléments sont couramment exigés lors du recrutement. Souvent l'on recherche des spécialistes dans un milieu plein des généralistes.
- Le prestige inhérent à certains emplois : le comportement des offreurs de travail n'est pas le même selon qu'il s'agit de tel ou tel autre emploi. En effet, certains services du secteur public ou privé présentent plus d'attrait non seulement à cause des hauts salaires mais aussi du prestige qui les caractérisent.
- L'intensité du travail : Comme l'ont précisé F.SALLIER et A. TIANO¹, la réduction de la durée du travail est en relation avec l'intensité du travail. Cette expression est elle-même ambiguë. Elle se rapporte à la fois aux caractéristiques objectives de la tâche et à ses effets sur l'individu. Du premier point de vue, elle rejoint la notion de charge de travail. Du second point de vue, elle rejoint la notion de pénibilité en l'élargissant. La pénibilité est envisagée non seulement sous son aspect physique mais aussi sous son aspect psychique, elle englobe l'ensemble des réactions sur l'organisme physique et nerveux.
- L'opacité du marché du travail : malgré les multiples moyens de communication, l'information entre les acteurs sur ce marché circule difficilement. Les offreurs du travail ne savent pas localiser le besoin en travail pour y orienter leur offre. Cette opacité peut s'expliquer par des raisons subjectives tel que les préférences familiales, amicales, tribales...

A côté de l'offre du travail, l'autre élément important du marché c'est la demande.

***. La demande du travail**

Les membres des ménages offrent le travail et les entreprises le demandent. A ce niveau, il est question d'analyser la demande du travail en ville de Butembo, moyennant l'évolution de la capacité d'emploi durant la dernière décennie. En effet, F.SELLIER et ANDRE TIANO définissent cette capacité d'emploi comme étant « le nombre de postes vacant dans une entreprise ou un secteur, ou encore une région pendant un moment donné »².

Quelques entreprises publiques et privées ont été considérées à cette fin : trois entreprises du secteur public (SONAS, Contributions, Mairie et les Communes), cinq entreprises du secteur privé (B.I.C, Maison QUALITEX, Maison MBANGA, Maison PALOS, Maison KAHEHERO.

¹ F. SELLIER et A. TIANO, op. cit., p. 320.

² F. SELLIER et A. TIANO, op. cit, p. 75.

Le tableau suivant contient les effectifs de travailleurs pour présenter l'idée sur la capacité d'emploi.

Tableau n 2 : Effectifs des travailleurs salariés dans les entreprises publiques et privées durant la dernière décennie.

Années/Effectif	1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		Total																		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F																			
Secteur privé	643		86		92		351		250		203		218		302		109		886		225		600		234		6.092												
Secteur public	2.300		220		350		1856		471		1900		520		3604		649		3969		207		3050		372		4600		266		6780		401		7010		681		41671
Total	2.943		306		442		2.325		554		2.251		564		3.854		744		4.172		308		3.268		577		4.902		375		7.666		626		7.610		915		47.763

Source : Archives des entreprises concernées

Légende :

H = Homme

F = Femme

L'observation de ces données est tel qu'au cours de la dernière décennie, dans le secteur privé, l'effectif des travailleurs est décroissant ; juste le contraire au niveau du secteur public.

Bien que l'effectif des femmes soit toujours inférieur à celui des hommes, le constat concernant leur évolution est identique dans le secteur privé. Pour plus de précisions, les droites de tendances visualisent ce phénomène. Leurs différentes équations sont déterminées par :

$$Y_H = a + bt = 538 - 10t$$

$$Y_F = a + bt = 31 + 17,5t$$

$$Y_H = a + bt = 749 + 546t$$

$$Y_F = a + bt = 327 + 15,7t$$

secteur privé

secteur public

Il est clair que le nombre d'hommes salariés engagés dans le secteur privé a été décroissant au fil du temps. C'est le sens du coefficient angulaire négatif dans la première équation. Les causes susceptibles d'expliquer ce fait, sont celles liées à la conjoncture économique. En effet, dans la majorité de cas, il s'agit d'entreprises commerciales. Or, durant la dernière décennie dont la deuxième moitié est caractérisée par l'insécurité permanente, les hommes d'affaires du milieu se sont découragés face aux multiples risques : Pillage, vol, pertes, etc.... Pour protéger leurs capitaux, ils sont entrain de les orienter vers des valeurs refuges, surtout en investissant dans la construction des immeubles. La diminution du volume d'activités a conduit à celle du personnel engagé à cette fin. Bien sûr en investissant dans la construction, les nouveaux emplois ont été créés (par exemple pour les maçons), mais ils ne sont pas permanents. Ce sont des emplois temporaires de quelques mois.

En plus, la diminution de la demande des biens commercialisés due à la guerre est à évoquer. Avant les différentes guerres, Butembo était un centre commercial très actif qui desservait toutes les villes et villages de l'Est de la R.D.C. Les différents échanges commerciaux ont été bloqués par les guerres successives. Ainsi, le ralentissement des activités commerciales a été observé, ce qui, par ricochet se traduit par la diminution d'emploi dans ce secteur. La diminution des marges de profit a obligé certains entrepreneurs de pratiquer la politique de licenciement pour survivre. D'ailleurs, à l'extrême, certains hommes d'affaires, complètement pillés, sont tombés en faillite et le personnel a été délaissé au chômage, souvent déguisé.

Contrairement à la situation du secteur privé, les effectifs de travailleurs salariés du secteur public sont croissants pendant les dix dernières années. Ce sont toujours les effets de la guerre qui l'expliquent. Avec le chaos socio-politique et économique, le contrôle de différentes institutions n'a pas été possible. Ainsi, dans tous les services publics de la place, l'on a assisté à un personnel pléthorique dépassant même les besoins du service. L'engagement, la rémunération, les promotions ont été faites en fonction des relations familiales ou amicales sans préalables.

Dans le secteur public, l'autre phénomène est que, durant cette période, (surtout en l'an 2000) l'on a assisté à l'élargissement de la territoriale : Transformation de la cité de Butembo en ville.

D'où il y a eu création de nouveaux emplois : Mairie, Communes, Quartiers...

Signalons que, bien que le nombre de femmes travailleuses soit toujours inférieur à celui des hommes, l'évolution de leurs effectifs dans le temps a une tendance croissante (les coefficients angulaires sont positifs).

Les raisons en seront présentées ultérieurement au point approprié, comme le cas de la femme présente certaines particularités.

- **Organisation, fonctionnement et idéologies des groupes de travailleurs**

L'influence des groupes des travailleurs n'est pas à négliger. Il s'agit des regroupements professionnels ayant pour mission de défendre les intérêts de leurs membres dans une profession ou un métier ou alors dans une entreprise. Ces groupes se sont déjà formés dans plusieurs métiers ou profession. Nous citons à titre illustratif le SYDIP (Syndicat de Défense des Intérêts des Paysans), le SYTRACO (Syndicat des transporteurs du Congo), Le SYFET (Syndicat des Femmes Travailleuses), l'UNTC (Union Nationale des Travailleurs Congolais) et plusieurs autres qui ont plutôt pris la terminologie « Association », « Union », « Organisation ».

La plupart de ces regroupements sont réalisés par les travailleurs non salariés. Comme l'a constaté MBAYAHY SYAKOMA¹, d'une manière générale, ces corporations entraînent des imperfections sur les marchés en faussant le jeu de la concurrence. En fait, la tendance de la plupart des Associations est de faire le monopole d'un métier pour que personne ne l'exerce en marge de l'Association. Cette tendance se vérifie pratiquement dans cinq regroupements ; la COODEPOL et la COOTRAVEPOC qui excluent tout entrepreneur marginal à la Coopérative dans leurs Avenues (Ruwenzori). L'ATAMOV (Association des Taxis Moto et voitures) a déjà l'effectivité du monopole du transport de telle manière qu'il est presque incroyable de trouver un taximan non membre de cette Association sur les parking des Motos. L'APHOLU (Association des photographes de Lubero) a quant à elle constitué une brigade de surveillance. Ces intentions sont presque les mêmes pour le reste d'Associations d'entrepreneurs.

Le succès de ces corporations se fait sentir sur l'assistance sociale mutuelle par l'assurance contre les sinistres qui frappent les membres (maladies, deuil,) Aussi, ces organisations consolident les liens sociaux entre les individus membres.

L'unique syndicat destiné à la protection des droits du travailleur salarié est l'UNTC (l'Union Nationale des Travailleurs Congolais).

Malheureusement, cette organisation se trouve bloquée par l'arbitraire caractérisant l'économie du milieu.

La rareté de l'emploi salarié fait qu'aux moindres réclamations des droits par un travailleur correspond son licenciement et l'employeur procède au recrutement d'un nouveau travailleur dans « l'armée de réserve » évoquée par Karl Marx.

- **Efficacité du pouvoir public sur le marché du travail**

Les imperfections caractérisent ce marché. L'Etat intervient timidement pour le réguler : les salaires, les prix (qui sont les revenus des non salariés), les temps du travail ; ... ne sont pas contrôlés par le pouvoir public.

¹ MBAYAHY SYAKOMA, *Incidence des corporations ou regroupements professionnels sur les marchés*, Mémoire de Licence, U.C.G., Butembo, p.77, 2004.

Le manque d'une politique d'emploi caractérise les institutions. L'initiative individuelle, le savoir-faire des particuliers, les conventions entre employeur et employé, sont les seuls éléments qui réglementent le marché du travail.

La situation de guerre explique largement cette situation avec toutes ses conséquences.

Toutefois, soulignons qu'en ville de Butembo, le pouvoir public commence à prendre la relève par une tentative de réglementation du temps de travail en utilisant la coercition. Par exemple le marché central est contrôlé par l'emplacement des portes à toutes les entrées, pour pouvoir réglementer le temps d'ouverture et de fermeture.

III. La femme et le marché du travail

Le travail féminin a toujours existé au sein de différentes civilisations, même traditionnelles. Mais, au stade de l'économie naturelle, la femme (fille ou épouse), travaille à la maison, dans le cadre de l'exploitation familiale, agricole, artisanale, commerciale, ou bien, contribue au revenu par un travail domestique.

Avec le développement économique et l'intensification des échanges, la femme est contrainte de travailler hors de son foyer ou de sa famille. C'est dans ce passage d'une activité intérieure au cadre familial à une activité extérieure que réside la question profonde de ce point. C'est là que l'on trouve pour la femme (surtout au foyer), une contradiction dont la civilisation moderne est bouleversée ; la contradiction entre les fonctions maternelles et familiales et le rôle économique de la femme.

Toutes les transformations du travail féminin introduisent des vives controverses. Les femmes mariées ressentent un conflit entre leurs préoccupations familiales, le souci de leurs enfants et la nécessité de contribuer au revenu du ménage, car leur salaire est une nécessité vitale pour le budget.

Un autre conflit oppose les économistes, soucieux d'accroître le revenu national, donc le taux d'activité professionnelle et les démographes, préoccupés par la population, d'autant que la période de fécondité correspond à celle du meilleur rendement professionnel¹.

Ce débat a toujours intéressé deux groupes ; les partisans de la famille et de la femme au foyer et les partisans de l'égalité des sexes et de l'émancipation féminine qui s'opposent parfois. Pour les féministes, par le travail « *la femme reconquiert une importance économique qu'elle avait perdue depuis les époques préhistoriques, parce qu'elle s'échappe du foyer et prend à l'usine une nouvelle part à la production* ² ».

¹ KAMALA VIRIRWAKO, *Emploi féminin et marginalisation de la femme en milieu urbain de Butembo*, Mémoire de Licence, inédit, U.C.G/Butembo, Année académique 1999-2000, p. 45.

² C. MERCIER Nast et M-A ; Baudony, *La femme dans le Monde contemporain, Lectures et thèmes de réflexion, Enseignement technique et pratique féminin*, éd. Fernand Nathan, 1973, p.88.

Dans l'économie du milieu, les statistiques du tableau n°2 ont montré que le travail féminin s'intensifie progressivement tant dans le secteur privé que public, bien que comparativement aux hommes il n'y ait pas encore d'égalité ni d'approximation. L'OCDE¹ a avancé plusieurs raisons qui ne se vérifient pas en intégralité à Butembo, pour expliquer cette tendance qui est générale dans tous les Pays en voie de développement. Selon ce rapport, l'accroissement du taux d'activité féminin est lié aux nouvelles structures du marché du travail tel que les meilleures possibilités d'instruction dont disposent les femmes, le progrès technique grâce auquel les tâches ménagères sont allégées, les mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire la discrimination dans l'emploi, la conception nouvelle du rôle de la femme ou encore les aspirations toujours plus élevées des hommes et des femmes qui souhaitent non seulement bénéficier d'un bien être matériel plus grand, mais aussi trouver satisfaction et s'épanouir davantage dans leur travail.

Il convient de noter que l'importance de chacun de ces facteurs varie d'un pays à l'autre et d'une région à une autre. Pour le cas typique de Butembo, si l'effectif de femmes travailleuses est croissant au fil du temps, le principal facteur est l'insuffisance du revenu. Le travail féminin est plus lié à la crise économique. Pour la survie du ménage, au lieu de se limiter aux travaux domestiques, les femmes cherchent à trouver un emploi générateur de revenu, souvent sur le marché des emplois ruraux où leur accès est sans contrainte, comme nous l'expliquerons.

Le tableau n° 2 nécessite une certaine analyse du fait que les effectifs féminins sont inférieurs à ceux des hommes, sauf au niveau des emplois ruraux et « autres » emplois.

L'accès de la femme au marché structuré du travail est bloqué par plusieurs faits, dont le plus couramment invoqué est la non-préparation de la femme aux travaux de ce secteur par des études appropriées. Face à la décision d'investir dans les études (surtout supérieures), de nombreux parents hésitent pour une fille. Dans la culture du milieu, la femme est considérée comme quelqu'un n'appartenant pas à la famille. Une fois mariée, elle sera membre de la famille de son époux et travaillera pour son compte. A ceci s'ajoutent toutes les considérations traditionnelles liées à la femme YIRA, pour expliquer l'hésitation dans l'instruction de la femme au même pied d'égalité que l'homme. C'est ce qui ne lui permet pas d'accéder à certains postes de travail du marché structuré.

La préférence de certains employeurs est parfois tournée vers les femmes. En fait, il se pourrait qu'elles soient moins exigeantes que les hommes. Les besoins féminins sont minimes, se limitant aux éléments vitaux (alimentation, habillement, coquetterie...). Ainsi, l'on a facilement confiance aux femmes qu'aux hommes, raison pour laquelle la bonne partie des femmes travailleuses sont employées comme caissières, comptables, dans les entreprises du milieu. En observant de près, ces entrepreneurs visent plus l'exploitation de la femme,

¹ Rapport annuel de l'OCDE, Paris, 2000, p. 86.

entravent son épanouissement et bloquent le processus de son émancipation en lui payant de bas salaires par rapport à ceux des hommes, s'ils occupaient le même poste.

La femme est limitée sur le plan professionnel, comme l'avait démontré KAMALA VIRIRWAKO¹. Pour gagner un revenu, elle ne peut que pratiquer l'agriculture traditionnelle ou autres activités du secteur informel.

Par ailleurs, quand une femme et un homme, tous détenteurs des diplômes équivalents postulent pour un même poste dans une entreprise ou dans l'administration privée ou publique, c'est l'homme qui a plus de chance d'être engagé. Cela, compte tenu des contraintes socio-économiques inégales mais variables et diverses. Quels sont les critères sur lesquels l'employeur se base ? L'expérience démontre qu'une femme peut se défendre sur le plan professionnel au même titre qu'un homme s'ils ont eu la même formation intellectuelle. C'est surtout suite à la maternité que la femme a moins de chance d'être embauchée par rapport à un homme. L'employeur évalue d'avance le manque à gagner qu'il aurait au cas où la femme recevait un congé de maternité suivi des heures de repos pour l'allaitement. Ces congés constituent un handicap à l'accès des femmes au marché du travail. A cela s'ajoute le problème d'aménagement du temps de travail pour les femmes ayant un jeune enfant à allaiter.

Discriminer les femmes à l'embauche suite à la maternité est comprise comme une injustice sociale. Pourtant les raisons reposent sur le partage des rôles sociaux entre le travail et la famille. Discriminer les femmes à l'embauche c'est ignorer cette fonction sociale de la femme de perpétuer l'espèce humaine. Car s'il arrivait un jour où les femmes refusaient de donner la vie pour mériter les mêmes chances d'embauche que les hommes, des conséquences néfastes tomberaient sur l'humanité. L'ouverture de la femme au marché du travail ne devrait pas lui enlever ses responsabilités de mère de famille.

Signalons qu'au niveau des « autres emplois », l'inégalité dans les effectifs est en faveur des femmes. Il convient de noter que cette rubrique comprend l'enseignement primaire. Cette carrière est plus accessible aux femmes car l'une des tâches traditionnelles réservées à la femme est l'éducation. De ce fait, elle se sent plus intéressée par ce métier. C'est l'exercice de sa tâche naturelle.

CONCLUSION

Cet article avait l'objectif d'analyser la structure générale du marché du travail, l'organisation, le fonctionnement, les idéologies des groupes des travailleurs ainsi que l'efficacité du pouvoir public sur ce marché.

En résumé, le constat est telle qu'en ville de Butembo, la majorité de la population active exerce le travail non salarié. Le travail salarié est rare pour plusieurs raisons : manque ou insuffisance dans la formation scientifique (ce facteur étant aussi expliqué par le manque des frais et fournitures scolaires,

insuffisance des Institutions de formation dans le temps, ...) , la centralisation des décisions, y compris celles d'embauche dans la plupart d'entreprises publiques, etc. D'où pour gagner un revenu, la population s'adonne plus aux activités du marché non structuré et aux emplois ruraux.

Par rapport à la population totale (selon notre échantillon), la population active est minime (25,5 %). Le reste est constitué des chômeurs sans activités (ni salarié, ni non salarié) et des personnes inactives (enfants, élèves, étudiants, invalides, ...). Cette prédominance des personnes non actives dénote une surcharge de la part de ceux qui travaillent. Le type du chômage involontaire prédomine en ville de Butembo. L'adaptation facile de la femme aux emplois ruraux explique le fait qu'il existe plus d'hommes que de femmes en chômage.

Sous des hypothèses prédéfinies, la fonction d'offre du travail a été élaborée. Il existe un lien inverse entre le revenu gagné et les heures de travail réalisées : les « gagne-peu » travaillent doublement pour essayer d'améliorer leur sort. Ceux qui travaillent dans des structures organisées où le salaire est relativement suffisant ont droit au repos ou au loisir après le service, ce qui n'est pas le cas pour les travailleurs des emplois ruraux, des enseignants, qui pour nouer les deux bouts du mois travailleront sans repos en diversifiant leurs activités. D'ailleurs, quelques cas des travaux nocturnes ont été repérés, surtout à cause de la femme travailleuse qui, avant et après le service, retrouve les tâches domestiques sur sa charge.

La demande de travail a été analysée moyennant la capacité d'emploi. Dans le secteur public, les effectifs de travailleurs ont révélé une tendance positive durant la dernière décennie, juste le contraire dans le secteur privé. Les conséquences de la guerre ont expliqué ce fait : insuffisance de contrôle dans le secteur public et pillage, vol, découragement des entrepreneurs dans le secteur privé.

Les travailleurs de la ville de Butembo, surtout ceux qui offrent le travail non salarié se regroupent dans des syndicats, association, organisation dont le succès se fait plus sentir sur l'assistance mutuelle par l'assurance contre les sinistres de tout genre. Aussi, l'intention générale de tous ces groupes est de constituer le monopole de leur métier. Ils entraînent des imperfections sur les marchés.

L'intervention du pouvoir public est timide sur ce marché. Toutefois, un effort est fourni pour la réglementation du temps de travail en fixant des portes aux entrées du marché central.

Le marché du travail étant une énigme pour la femme, son cas a été explicité. Lorsqu'elle est travailleuse, la femme n'a pas droit au repos à cause des tâches domestiques. Même si, la tendance des femmes travailleuses est à la hausse, certains entrepreneurs hésitent pour l'engager et ce, à cause des considérations traditionnelles sur la femme YIRA. Elle se retrouve plus dans les

¹ KAMALA VIRIRWAKO, *op.cit.*

emplois ruraux car elle n'est pas préparée aux emplois du secteur structuré. Aussi, la maternité paraît comme un élément qui la rend moins compétitive. Ceci correspond à une injustice sociale car le travail ne doit pas ôter à la femme son rôle social de mère sans lequel l'humanité ne peut plus se renouveler.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. GILLIS M. et alii, *Economie de développement*, De Boeck et Larcier s.a, Paris, 1988.
2. JACQUEMIN A., et TULKENS H., *Fondement d'Economie Politique*, édition la Renaissance du livre, Bruxelles, 1978.
3. KAMALA VIRIRWAKO, *Emploi féminin et marginalisation de la femme en milieu urbain de Butembo*, mémoire de Licence, U.C.G. :Butembo, 1999-2000.
4. MBAYAH SYAKOMA, *Incidence des corporations ou regroupements professionnels sur les marchés*, mémoire de Licence, U.C.G./Butembo, 2003-2004.
5. MERCIER C. N. et BAUDONY M-A, *La femme dans le Monde contemporain, Lectures et thèmes de réflexion, Enseignement technique et pratique féminin*, éd. Fernand Nathan, 1973.
6. SELLIER F. et TIANO A., *Economie de travail*, PUF, Paris, 1970.
7. *Rapport annuel de OCDE, Paris, 2000.*
8. *Archives des entreprises publiques et privées* concernées par l'article.